

Organisations membres:

AFVP (Association française des volontaires du progrès)

AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs)

ATTAC France

CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde)

CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

CFDT (Confédération Française et Démocratique du Travail)

CGT (Confédération Générale du Travail)

CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

CSM (Conférence des supérieures majeures)

DCC (Délégation catholique pour la coopération)

Justice et Paix

Oxfam France - Agir ici

Réseau Foi et Justice
Afrique-Europe

Secours Catholique - Caritas France

SEL (Service d'entraide et de liaison)

Service Protestant de Mission
- **DEFAP**

Survie

Vision du Monde France

Soutiens :

ASPAL (Association de solidarité avec les peuples d'Amérique latine)

ATD Quart monde

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

France libertés (Fondation Danielle Mitterrand)

Les Amis de la Terre

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples)

RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)

RITIMO

Secrétariat général de l'enseignement catholique
Terre des hommes

Mme Christine Lagarde
Ministre de l'Economie, des Finances
et de l'Emploi
139 rue de Bercy
75572 Paris cedex 12

Paris, le 10 juin 2008

Objet: demande d'annulation immédiate de la dette d'Haïti

Madame le Ministre,

Les organisations soussignées de la société civile des différents pays du G8 et d'autres pays européens demandent instamment à leurs gouvernements de prendre l'initiative d'une annulation immédiate de la dette multilatérale et bilatérale d'Haïti ou d'un moratoire sur tous les paiements du service de la dette, jusqu'à effacement complet de la dette d'Haïti.

Suite à l'accroissement du prix des denrées alimentaires et au soulèvement social en Haïti ces derniers mois, le pays peut difficilement faire face au paiement du service de la dette, qui s'élevait à 58.2 millions de dollars US rien que pour l'année 2008.

Cette somme représente plus de 1 million de dollars US par semaine, des fonds qui pourraient être utilisés pour faire face à la crise alimentaire actuelle et pour redresser le pays après des années de crise économique, politique et environnementale.

En 2009, Haïti devra encore payer 50,9 millions de dollars US au service de la dette pour ses créanciers. Si le pays n'atteint pas, d'ici là, le point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres Très Endettées (PPTE), cette somme s'élèvera à 59.6 millions de dollars US. Or, il est vraisemblable que le point d'achèvement sera retardé étant donnée la situation sociale et politique critique du pays. Autrement dit, l'annulation de la dette arrivera trop tard pour un pays qui n'arrive pas à nourrir sa population.

De plus, la plus grande part de la dette d'Haïti a été contractée durant la période de la dictature des Duvalier ; les citoyennes et citoyens d'Haïti n'en ont, pratiquement, pas bénéficié.

.../...

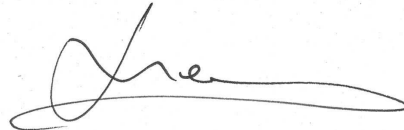
.../...

En 2006 Haïti devait restituer un total de 1.3 milliard de dollars US aux créanciers étrangers. Une partie de cette somme, 1 milliard, est censée être restituée aux organismes de crédit multilatéraux comme la Banque Mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les pays du G8 sont très influents au sein des principales institutions financières multilatérales et devraient utiliser cette influence pour demander instamment l'annulation de la dette d'Haïti.

En outre, Haïti doit des sommes importantes aux créanciers bilatéraux. En 2006, Haïti devait à l'Italie environ 70 millions, à la France 65 millions, aux Etats Unis 15 millions et au Canada 2 millions de dollars US. Ces sommes ne représentent pas grand chose pour les pays riches du monde mais elles peuvent se traduire en investissements importants pour le développement de l'agriculture, de la santé et de l'éducation en Haïti.

Dans le contexte de la crise alimentaire mondiale, et en vue de la rencontre imminente des Ministres des Finances du G8 les 13 et 14 juin 2008, nous appelons les gouvernements du G8 à soutenir l'annulation sans délai de la dette d'Haïti ou un moratoire sur le service de la dette jusqu'à effacement complet de la dette du pays.

Nous vous remercions de l'attention portée à nos propositions et vous prions d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de toute notre considération.



Jean Merckaert
Coordinateur
Plate-forme Dette & Développement

Avec le soutien de :

- Annie Girard, Réseau Foi & Justice Afrique-Europe, France
- Antoine Malafosse, Délégué général, CCFD, France
- Bernard Leray, Trésorier, Collectif Haïti de France
- Delanoue Muriel, chargée de projets Haïti de « Développer Former Informer (DEFI), France
- Franck BARRAU, Secrétaire Général de « Droits de l'homme et gouvernements locaux », France
- Janine Bardonnet et Serge Petit, Solidarité Laïque, France
- Mathilde Bossard, chargée de projets de « Les Anneaux de la Mémoire », France
- Michèle Demerliat, Solidarité Laïque pour la Haute-Vienne, France

- Alessandra Spalletta, Coordination Europe-Haïti (CoE-H)
- Anne McConnell, Haïti Advocacy Platform Irlande-RU (HAPI-UK)
- Charles Arthur, Director, Haïti Support Group, Royaume-Uni
- Chris Bain, Director, Catholic Fund for Overseas Development (CAFOD), RU
- Colette Lespinasse, directrice du Groupe d'Appui aux Réfugiés et Rapatriés (GARR), Haïti
- Daleep Mukarji, Director, Christian Aid, Royaume-Uni
- Fraser Reilly-King, Halifax Initiative, Canada
- Gail Hurley, Policy Officer, European Network on Debt and Development (EURODAD)
- Gudule Boland, desk officer for Haïti at Solidaridad, Pays-Bas
- Jeremy Hobbs, Directeur, Oxfam International
- Joseph Maxime RONY, Secrétaire Exécutif du Programme pour une Alternative de Justice, PAJ, Haïti
- Neil Watkins, Coordinator, Jubilee USA Network, USA
- Paul Chitnis, Chief Executive, Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF), Ecosse (Royaume-Uni).
- Raphael Yves-Pierre, Director Action Aid Haïti
- Sarah Williams, Policy Officer, Jubilee Debt Campaign, RU
- Stéphane Compère, Chargé de mission Amérique latine au CNCD-11.11.11, Belgique
- Suzanne Loiselle, directrice de L'Entraide missionnaire, Montréal, Québec
- Xavier Jadoul, chargé de projets Haïti à Entraide et Fraternité, Belgique